



Afrobarometer Briefing Paper No. 143

Les grands écarts d'opinions liées au genre au Togo

Par Hervé O. Akinochi et Moussa P. Blimpo

March 2014

1. Introduction

Cet article utilise les données du premier sondage d'Afrobaromètre au Togo pour analyser les sujets sur lesquels les réponses des femmes sont les plus différentes en moyenne de celles des hommes. Cette analyse est d'autant plus importante dans le contexte togolais que les questions de genre se font de plus en plus présentes dans les débats publics, avec récemment des appels dans le sens de l'institutionnalisation de la parité genre en général et plus particulièrement à l'Assemblée Nationale.

Les questions de genre au niveau académique ont reçu plus d'attention concernant l'écart de revenu sur le marché du travail, le partage des tâches, le comportement électoral ou encore le statut social. Une dimension qui a reçu moins d'attention est celle des divergences d'opinions, surtout en Afrique où les sondages d'opinions sont rares. Bien que les écarts d'opinions publiques liées au genre occupent une bonne place au niveau des débats sur les questions liées au genre en sciences sociales, ces écarts d'opinion ont varié dans le temps, sur les amplitudes, suivant les régions et même sur les sujets. Ainsi on ne peut juger établir les sujets de différences et encore moins leurs raisons. Certains auteurs ont montré qu'il existe des écarts d'opinion entre homme et femme quand il s'agit des politiques qui portent sur l'usage de la force (telles la guerre et la peine de mort), ou encore les politiques de régulation et de protection du public, les questions de « compassion », les valeurs traditionnelles (Shapiro et Mahajan, 1986). Les différences dans le comportement électoral ont également été étudiées. Ainsi plusieurs études ont montré que le vote des femmes est passé de la droite de l'échiquier politique américain à sa gauche (Ronald Inglehart and Pippa Norris, 2000). Certaines études quant à elles, ce sont appesanties sur les raisons de tels gaps dans les opinions homme-femme. Dans le cadre de cette étude nous n'allons pas creuser les déterminants du gap dans les opinions homme-femme, mais plutôt, nous allons dans le contexte togolais voir les différents domaines où ce gap peut être important.

Le reste de cet article est organisé de la façon suivante. La section 2 sera consacrée à donner un aperçu des enquêtes Afrobaromètre. La section 3, nous présentera les résultats sur les grands écarts en genre au Togo, notamment concernant l'accès à l'information, l'intérêt pour les affaires publiques, l'engagement citoyen, le rejet des régimes non démocratiques et la section 4 conclura.

2. Les enquêtes Afrobaromètre

Afrobaromètre est une série d'enquêtes comparatives de sondages d'opinions publiques, couvrant jusqu'à 35 pays pour sa 5ème édition (2011-2013). Il mesure les attitudes du public en matière de démocratie, évalue de la qualité de la gouvernance et la performance économique. En outre, l'enquête évalue l'opinion de l'électorat sur les questions politiques essentielles dans les pays étudiés. L'objectif principal de Afrobaromètre est de produire des données scientifiques fiables sur l'opinion publique en Afrique, tout en renforçant les capacités institutionnelles en matière de recherche par sondage et l'utilisation des résultats de la recherche pour éclairer les politiques publiques. L'Afrobaromètre fournit également des comparaisons au fil du temps, que quatre séries d'enquêtes ayant déjà eu lieu de 1999 à 2008, la cinquième étant en cours.

Pour cette 5ème édition, l'enquête Afrobaromètre sera conduite dans 35 pays africains en utilisant le même questionnaire et la même méthodologie. Les questions du questionnaire Afrobaromètre sont standards ce qui permet une comparaison entre pays et dans le temps. La méthodologie est basée sur un échantillonnage probabiliste de 1200 adultes Togolais qui représentent tous les citoyens en âge de voter, permettant ainsi une inférence avec une marge d'erreur de +/- 3 % et un degré de confiance de 95%. L'échantillonnage est sélectionné aléatoirement se basant sur une probabilité proportionnelle à la taille de la population, tenant ainsi compte de la distribution de la population, du genre et du milieu de résidence. Le processus d'échantillonnage assure ainsi que chaque adulte au Togo ait la même chance connue d'être sélectionné dans l'échantillon. Les activités du réseau Afrobaromètre au Togo ont débuté à partir du round 5 et sont coordonnées par l'équipe de recherche du Centre de Recherche et de Sondage d'Opinions (CROP). Les travaux de terrain ont été conduits au Togo du 17 au 29 décembre 2012.

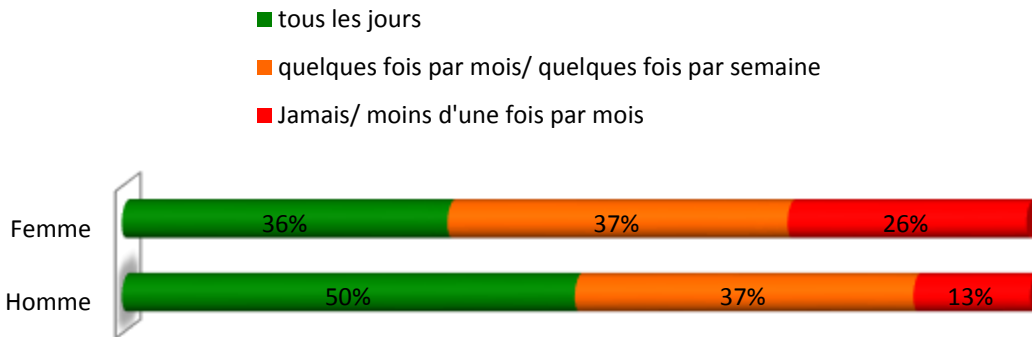
3. Les grands écarts d'opinions suivant le genre au Togo

Cette section présente les écarts d'opinion suivant le genre sur quatre dimensions. Ces écarts ne sont pas les seuls grands écarts observés mais nous les avons sélectionnés pour cet article à cause de l'intérêt et des implications possibles en terme de politiques publiques.

3.1 Une inégale exposition aux informations

Il ressort de l'enquête Afrobaromètre que 26% des femmes n'écoutent « jamais ou moins d'une fois par mois les informations à la radio ». Ce chiffre est le double du pourcentage chez les hommes (13%).

Combien de fois recevez-vous des informations provenant des sources suivantes? Radio



Ces écarts sont encore plus importants quand il s'agit de l'accès aux informations par le biais des journaux écrits. Ainsi 88% des femmes déclarent ne jamais ou lire moins d'une fois par mois des journaux écrits contre 73% des hommes. Bien qu'ici l'accès soit faible pour les sexes, nous avons néanmoins un gap de 15 points en pourcentage au niveau de l'accès à l'information dans les journaux papiers. Cet accès plus limité des femmes à l'information n'est pas une spécificité togolaise. Mais il faut noter que pris individuellement l'analyse de l'accès à l'information est un peu biaisée¹. En effet, les répondants ne sont pas obligés d'utiliser tous les médias pour accéder à l'information. Pour corriger ce biais nous allons regarder plutôt l'accès à l'information sur l'ensemble des médias disponibles dans notre étude. Malgré cette correction 11% plus de femmes que d'hommes n'accèdent jamais ou moins d'une fois par mois à l'information sur aucun média. Cette situation de gap n'est pas spécifique qu'au Togo. Ainsi ce même écart a été montré au Kenya et au Ghana dans l'accès à l'information en utilisant divers médias et mêmes moyens pour s'informer (Hannah Bowen, 2010). De même, dans les pays occidentaux l'accès à certains vecteurs de transmission de l'information tel que l'ordinateur et internet qui sont restés longtemps réservés aux hommes, connaissent de moins en moins un accès basé sur le genre (Margarete Imhof, Regina Vollmeyer, Constanze Beierlein, 2007).

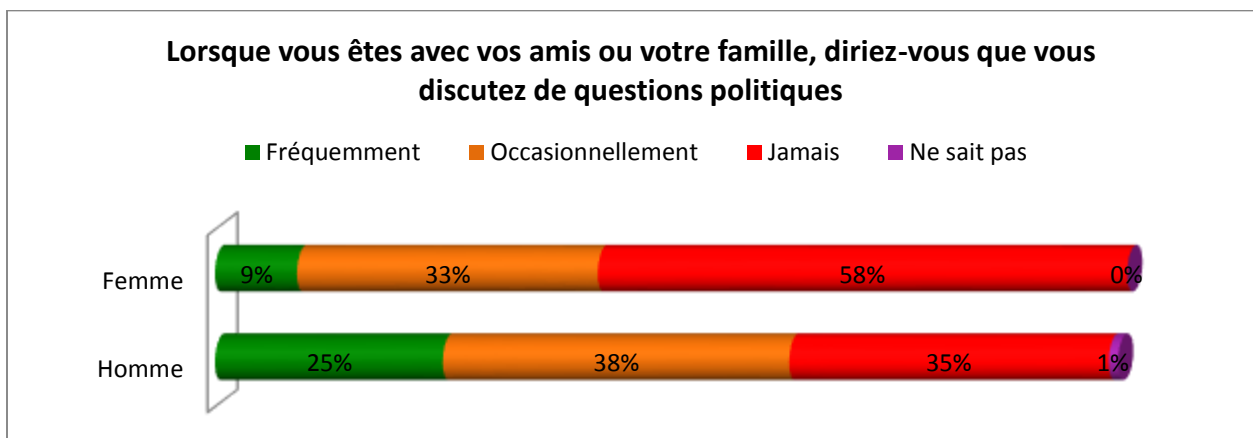
	Accès aux médias	
	Homme (%)	Femme (%)
Tous les jours	57	41
Quelques fois par mois/semaine	33	38
Jamais/moins d'une fois par mois	10	21

Cet accès moindre à l'information par les femmes laisse présager qu'elles s'intéresseront moins aux affaires publiques.

¹L'accès à l'information a été mesuré pour quatre médias qui sont la radio, la télévision, les journaux et internet.

3.2 Moins d'intérêt pour les affaires publiques

Les affaires publiques considérées dans cette étude comme la politique ou le gouvernement, sont le lieu de la gestion de la cité/nation. Ainsi il revêt une importance capitale que tous les citoyens s'y intéressent afin d'améliorer la gouvernance de la cité/nation. En effet, c'est au niveau des affaires publiques que les décisions de gestion au quotidien et les grandes orientations qui affectent la vie de la communauté sont prises. Il importe donc de comprendre son fonctionnement et de suivre ses développements afin de pouvoir intervenir pour accompagner, contrôler ou même sanctionner l'action des dirigeants. Ainsi, le citoyen a un rôle clé dans le bon fonctionnement du système de gestion de la cité, surtout en ces temps où le Togo se lance dans une politique de décentralisation. De plus, le rôle de « chien de garde » du citoyen ne devrait pas être réservé à des catégories particulières de citoyens. La situation de l'intérêt pour les affaires publiques a été mesurée lors de la présente étude et il en ressort que les femmes témoignent moins d'intérêt pour les affaires publiques que les hommes. 36% d'entre elles déclarent ne pas du tout s'y intéresser contre 25% des hommes. L'écart se creuse encore plus, quand il s'agit de discuter de questions politiques avec les amis et la famille. Seules 9% des femmes parlent fréquemment de questions politiques avec leurs proches contre 25% chez les hommes.

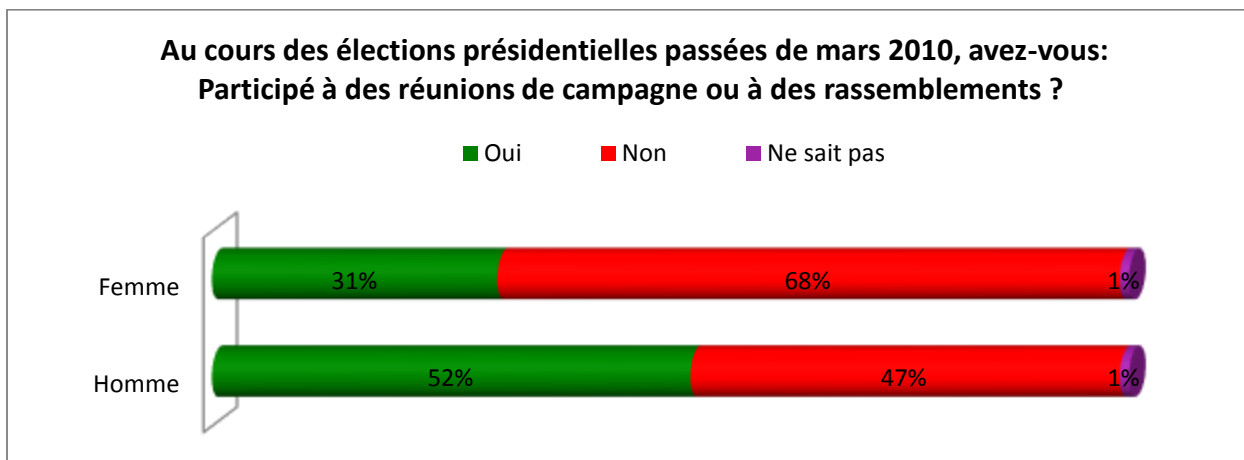


Ce manque d'intérêt des femmes peut provenir de la structuration de nos sociétés. En effet, nos sociétés sont organisées autour de valeurs traditionnelles bien strictes. Ainsi les rôles de ces différents membres sont très codifiés et particulièrement quand on en vient à la sphère publique ; elle est prioritairement l'apanage des hommes. Les femmes sont plus actives au niveau des sphères privées et familiales. Ceci est en accord avec les travaux de Virginia Sapiro (2001) qui argumente qu'une partie des différences basées sur le genre dans l'opinion publique pourrait s'expliquer par les valeurs culturelles et sociales.

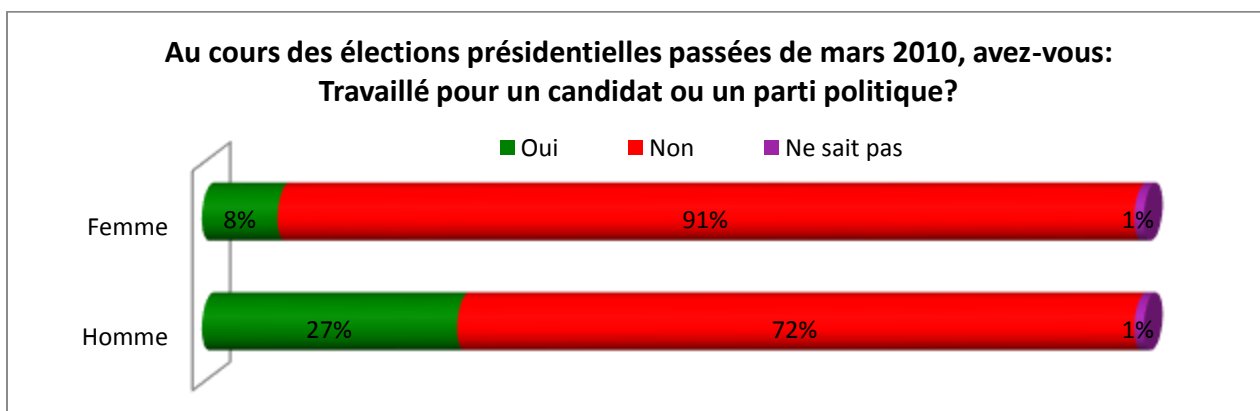
3.3 Un grand écart en termes d'engagement

L'intérêt pour les affaires publiques, est une étape importante dans l'appropriation du citoyen de la gouvernance de sa cité/nation. Cette étape pour porter ses fruits doit être accompagnée de l'implication directe de ce dernier dans le processus décisionnel de la cité/nation. Cette implication n'est rien d'autre que de la participation citoyenne. Il existe une littérature assez riche sur les impacts de la participation citoyenne sur la gouvernance de la cité/nation. Bien que les théories semblent prometteuses, la participation citoyenne tarde à produire ses fruits. La participation citoyenne peut prendre plusieurs formes qui vont des formes formelles (vote,

militer pour un parti politique ou un candidat à une élection, etc.) ou informelles (contacts avec des élus, réunions communautaires, etc.) selon Seyed Hamid Mohammadi, SharifahNorazizan and Ali RezaShahvandi (2011) qui citent Putnam (2000) et Micheal (2004). Cette étude donne l'opportunité d'explorer essentiellement la participation citoyenne sous un angle formel. Pour ce faire, les personnes ont été interrogées sur le compte des élections présidentielles de mars de 2010 au Togo. De façon générale la participation est faible. Mais lorsque les données sont désagrégées par sexe, il apparaît des disparités assez grandes. Ainsi, à la question de savoir s'ils ont participé à des réunions de campagne ou à des rassemblements, seules 31% de femmes déclarent avoir participé à de tels réunions de campagnes ou rassemblements contre 52% des hommes, soit un écart de 21 points en pourcentage.

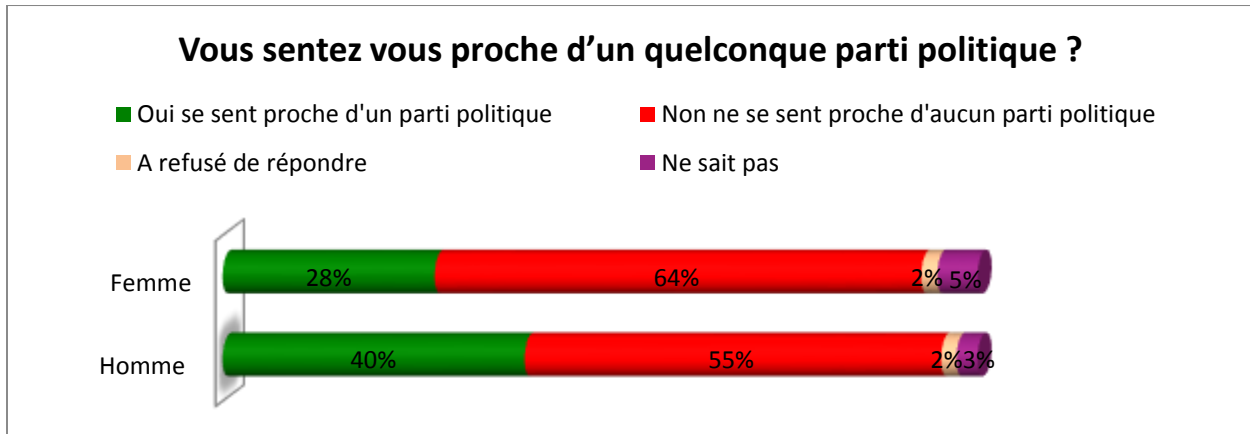


A la question « Au cours des élections présidentielles passées de mars 2010, avez-vous: Travaillé pour un candidat ou un parti politique? », il y a trois fois plus d'hommes (27%) qui ont travaillé pour un candidat ou un parti lors des élections présidentielles de mars 2010 que de femmes (8%).

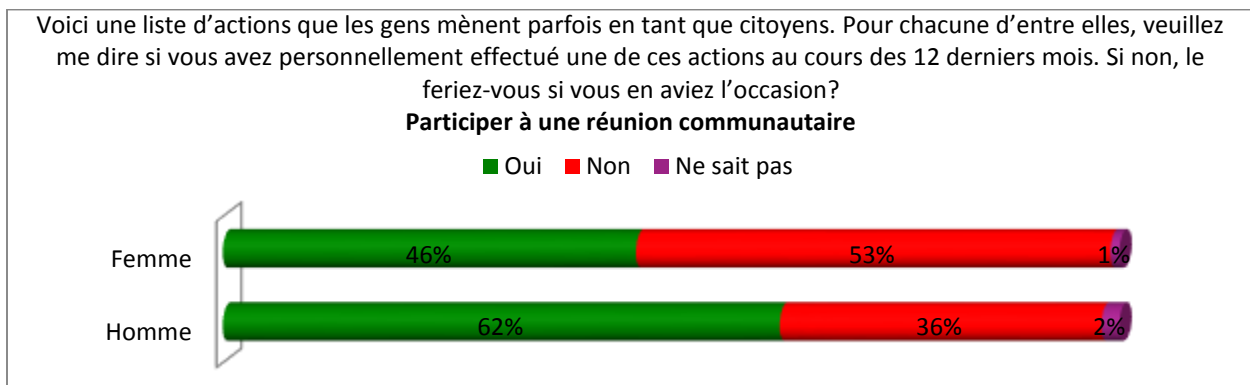


De même, quand on demande s'ils ont essayé de persuader d'autres de voter pour une candidat présidentiel ou un parti politique, il y a également trois plus hommes (24%) qui déclarent l'avoir fait que de femmes (8%).

Un autre volet de la participation a été touché, à savoir la sympathie pour un parti politique. Même à ce niveau les écarts persistent entre les hommes et les femmes. En effet, seules 28% de femmes se sentent proches d'un parti politique contre 40% d'hommes.



Le dernier concept de participation qui a révélé un grand écart entre les hommes et les femmes est la participation aux réunions communautaires. Les hommes à 62% ont participé au moins une à une réunion communautaire ou y auraient participé s'ils en avaient l'occasion contre 46% des femmes. Cela représente une différence de 16 points en pourcentage entre les deux sexes.

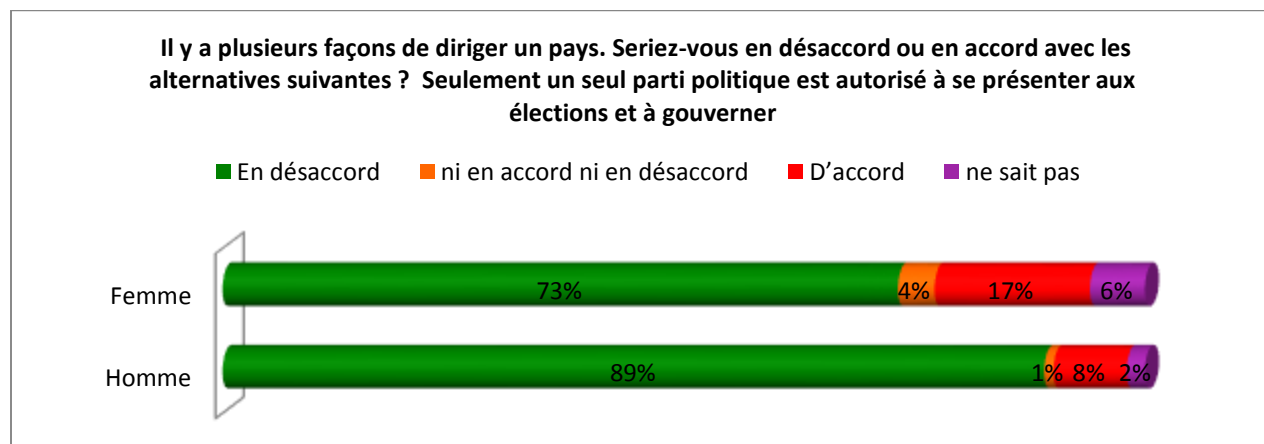


Ces résultats rejoignent ceux de Marie-Hélène Bacqué et Yves Sintomer (2001), ou de Seyed Hamid Mohammadi, SharifahNorazizan and Ali RezaShahvandi (2011) qui montrent qu'il est extrêmement difficile que les partis politiques mobilisent des adhérents ou tout simplement des sympathisants ou encore mobilisent des potentiels électeurs lors des processus électoraux. Cet état de fait, fragilise le rôle de « chien de garde » que doit jouer le citoyen togolais dans la gestion quotidienne de la cité/nation. De plus, le gap lié au genre reste très important sur toutes les dimensions explorées. Il s'avère également que le gap grandit à mesure que les actions de participation passent d'actions plutôt généralistes telles la sympathie pour un parti politique ou la participation à une réunion communautaire, à des actions de plus en plus spécifiques et plus engagées telles travailler pour un candidat à la présidentielle ou un parti politique. Cela pourrait

affecter la prise en compte des droits et aspirations des femmes dans le processus de prise de décisions, car moins représentées.

3.4 Rejet des systèmes non démocratiques moins fort

Les démocraties d'Afrique sub-saharienne qui ont commencé une transition vers le multipartisme pour la plupart depuis environ une vingtaine d'années, ont connu des sorts divers quant à la consolidation du processus démocratique. Certains de ces pays malgré toutes les péripéties essaient de consolider les acquis démocratiques avec des élections régulières, des alternances sans violence. Mais la grande majorité des pays au sud du Sahara ont connu bien des reculs démocratiques, tels des coups d'État ou des rebellions (Madagascar, Mali, Centrafrique, Côte d'Ivoire) et des violences électorales (Kenya en 2007-2008, Côte d'Ivoire en 2010-2011, Guinée en 2010) entre autres. Il importe donc de pouvoir mesurer l'ancrage du régime démocratique au niveau des populations africaines. Les indicateurs choisis pour cette mesure sont les degrés d'acceptation de régimes non démocratiques. Ainsi trois alternatives non démocratiques de gestion du pouvoir politique ont été proposées aux répondants, à savoir « seulement un parti politique est autorisé à se présenter aux élections et à gouverner », « l'armée intervient pour diriger le pays » et « les élections et l'Assemblée Nationale sont abolies de sorte que le Président puisse prendre ses décisions unilatéralement ». Les Togolais dans leur ensemble rejettent fortement tous ces systèmes politiques. Mais lorsque les résultats sont désagrégés par sexe, il en ressort que bien que les femmes rejettent fortement ces systèmes, il y a un écart important avec les hommes. Ainsi 73% des femmes rejettent un parti unique contre 89% des hommes. De plus deux fois plus de femmes (17%) que d'hommes (8%) acceptent cette alternative.



En ce qui concerne l'intervention de l'armée pour diriger le pays il y a 54% de femmes qui la rejettent contre 69% d'hommes. La tendance est la même pour l'alternative d'homme fort : 68% des femmes la rejettent contre 82% des hommes.

	L'armée intervient pour diriger le pays		Les élections et l'Assemblée Nationale sont abolies de sorte que le Président puisse prendre ses décisions unilatéralement	
	Homme (%)	Femme (%)	Homme (%)	Femme (%)
tout à fait en désaccord/en désaccord	69	54	82	68
ni en accord ni en désaccord	3	6	2	5
d'accord/tout à fait d'accord	25	30	10	10
ne sait pas	3	9	6	16

Les femmes bien que rejetant les systèmes de gouvernance non-démocratiques, les rejettent moins fortement en moyenne que les hommes. Cette dernière série de résultats pourrait être comparée aux comportements électoraux des femmes aux Etats Unis d'Amérique où elles se sont montrées plus conservatrices que les hommes avant les années 1980 (Ronald Inglehart et Pippa Norris, 2000; Jeff Manza, 1998; Robert Y Shapiro et Harpreet Mahajan, 1986). Ce rejet plus modéré des régimes non-démocratiques peut être révélateur d'une peur plus grande des violences que peuvent engendrer le passage à des régimes plus démocratiques. Spécialement dans le cas togolais où la transition a connu bien de soubresauts violents.

4. Conclusion

Cette étude a permis de montrer l'existence de grandes différences d'opinions publiques entre les hommes et les femmes sur des sujets allant de l'accès à l'information, au rejet des systèmes non-démocratiques, en passant par l'intérêt pour les affaires publiques et l'engagement citoyen. Au niveau de l'accès à l'information, ces différences pourraient mettre en péril toutes les politiques publiques basées sur le genre. En effet, Denis Asiimwe Katebire² (2008) montre qu'il ne suffit pas d'avoir des politiques publiques basées sur le genre et où les femmes ont participé à leurs formulations et leurs implémentations pour influencer la bonne gouvernance. Il préconise plutôt un accès continue à l'information publique pour favoriser une participation éclairée aussi bien des hommes que des femmes à la gouvernance de la cité/nation. En ce qui concerne l'intérêt pour les affaires publiques et l'engagement citoyen, il importera de les renforcer, notamment au niveau des femmes afin qu'elles puissent prendre toute leur place dans le processus décisionnel dans la gestion de la cité/nation. Cela pourra permettre de mieux prendre en compte leurs droits et aspirations dans l'établissement des politiques publiques. Enfin sur les questions des systèmes non-démocratiques, il serait intéressant de voir si les mutations qui ont eu lieu dans le comportement électoral des femmes aux Etats Unis d'Amérique dans les années 1980 subviendront au Togo et permettront de ce fait de renforcer les acquis démocratiques. De façon générale, il importerait de comprendre les déterminants de ces différences de perceptions de certaines questions sociétales.

²Denis Asiimwe Katebire. 2008. « Access to information, gender participation and good governance in uganda ». Dans East African Journal of Peace & Human Rights consulté en ligne <http://www.ajol.info/index.php/eajphr/article/view/39365/30950> le 26 juillet 2013.

Références

- [1] Denis AsiimweKatebire. 2008. « Access to information, gender participation and good governance in uganda ». Dans East African Journal of Peace&HumanRights consulté en ligne <http://www.ajol.info/index.php/eajphr/article/view/39365/30950> le 26 juillet 2013.
- [2] Shapiro et Mahajan. 1986. « GenderDifferences in Policy Preferences: A Summary of Trends from the 1960s to the 19 ». Oxford Journals, Social Sciences, Public Opinion Quarterly, Volume 50, Issue 1, pp. 42-61.
- [3] Virginia Sapiro. 2001. « It's the Context, Situation, and Question, Stupid: The Gender Basis of Public Opinion ». In Barbara Norrander and Clyde Wilcox, ed., Understanding Public Opinion (Second edition). Washington, D.C.: CQ Press, 2001, pp.21-42.
- [4] Ronald Inglehart et Pippa Norris. 2000. « The DevelopmentalTheory of the Gender Gap: Women's and Men'sVotingBehavior in Global Perspective ». International Political Science Review (2000), Vol 21, No. 4, pp. 441–463.
- [5] Marie-Hélène Bacquéet Yves Sintomer. 2001. « Gestion de proximité et démocratie participative ». Les annales de la recherche urbaine, 90, Septembre 2001.
- [6] Seyed Hamid Mohammadi, SharifahNorazizan and Ali RezaShahvandi. 2011. « Civic Engagement, Citizen Participation and Quality of Governance in Iran ». Consulté en ligne le 27 juillet 2013 <http://www.krepublishers.com/02-Journals/JHE/JHE-36-0-000-11-Web/JHE-36-3-000-11-Abst-PDF/JHE-36-3-211-11-2160-Mohammadi-S-H/JHE-36-3-211-11-2160-Mohammadi-S-H-Tt.pdf>
- [7] Sidney Verba, Nancy Burns et Kay LehmanSchlozman. 1997. « Knowing and Caring about Politics: Gender and Political Engagement ». The Journal of Politics / Volume 59 / Issue 04 / November 1997, pp. 1051-107.
- [8] Hannah Bowen. 2010. « Are New Media Closing the Information Gender Gap? ». Consulté en ligne le 27 juillet 2013 http://audiencescapes.org/sites/default/files/AScapes%20Briefs_New%20Media%20and%20Gender_Final.pdf
- [9] Jeff Manza et Clem Brooks. 1998. « The Gender Gap in U.S. Presidential Elections: When? Why? Implications? ». AJS Volume 103 Number 5 (March 1998): pp. 1235–66.

Hervé O. Akincho est **Moussa P. Blimpo** sont avec le Centre de Recherche et de Sondage d'Opinions (CROP) : herve.akincho@gmail.com , moussa.blimpo@gmail.com

Afrobaromètre, projet collaboratif de recherche par enquêtes, est conduit par un réseau de spécialistes des sciences sociales de plus de 30 pays africains. La coordination générale du projet est assurée par le Centre pour le développement démocratique (CDD-Ghana). Au niveau régional, les principaux partenaires coordonnent les enquêtes et les autres activités : l'Institut de Justice et Réconciliation (IJR) en Afrique du Sud, l'Institut de recherche empirique en économie politique (IREEP) au Bénin, et l'Institut de recherche pour le développement (IRD) à l'université de Nairobi au Kenya. L'Université d'État du Michigan et l'Université de Cape Town fournissent des services de soutien analytique et technique. Le réseau Afrobaromètre remercie vivement le Département britannique pour le développement international (DfID), l'Agence suédoise de coopération pour le développement international (ASDI), l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID), la Banque Mondiale, et la Fondation Mo Ibrahim pour leurs généreuses contributions. Les subventions des donateurs permettent de soutenir la recherche, le renforcement des capacités et les activités externes des Rounds 5 et 6 de Afrobaromètre (2011-2015). Pour plus d'informations, visitez notre site : www.afrobarometer.org